

LE PRINCE LION ET RENARD CHEZ MACHIAVEL FACE AUX DÉFIS DES ENJEUX DE LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE, Toussaint

Kouame N'GUESSAN (Université P. Gon Coulibaly)
ntoussaint53@gmail.com

Résumé

La gouvernance étatique s'apprécie actuellement à partir du respect scrupuleux de certaines exigences démocratiques. Si pour les démocrates, la bonne gouvernance de l'État rime avec des questions de droit, de justice et de liberté, dans l'espace politique machiavélien, ces privilèges démocratiques ne sont pas priorités. Pour conquérir le pouvoir d'État et le conserver durablement, Machiavel propose des normes antidémocratiques en l'occurrence la force et la ruse. D'où la posture du prince lion et renard qu'il recommande à tout dirigeant politique. Ce présent article pose comme problématique la question de l'actualité ou de l'inactualité des préceptes machiavéliens à l'ère de l'émergence de la gouvernance démocratique.

Mots clés : État, droit, justice, liberté, force, ruse.

MACHIAVELLI'S PRINCE BETWEEN THE LION AND THE FOX: ADDRESSING THE CHALLENGES OF DEMOCRATIC GOVERNANCE

Abstract

State governance is currently assessed on the basis of scrupulous respect for certain democratic requirements. While for democrats, good governance of the state rhymes with questions of law, justice and freedom, in Machiavellian politics, these democratic privileges are not given priority. To conquer State power and keep it for the long term, Machiavelli proposes anti-democratic standards, in this case force and cunning. Hence the posture of the lion and fox prince that he recommends to all political leaders. This article raises the question of the relevance or otherwise of Machiavelli's precepts in the era of the emergence of democratic governance.

Key words: State, law, justice, freedom, force, cunning.

Introduction

« Que la place des œuvres de Machiavel ne soit pas le chevet des despotes, c'est ce que ses lecteurs avisés ont toujours compris ou plutôt pressenti », disait (P. Manent 2007, p. 19). En effet, cet appel de Manent à l'encontre des adeptes ou lecteurs de la pensée politique du florentin vise à interpeller les dirigeants politiques qui souhaitent imiter les préceptes philosophiques qu'il recommandait aux princes à son époque. Cette interpellation se dresse contre toute initiative de gouvernance étatique dans laquelle le succès de l'homme politique repose sur l'usage des moyens hors normes. En fait, chez Machiavel, la prise et la conservation du pouvoir d'État dépendent du talent du prince. Ce dernier doit être

un fervent stratège. En d'autres termes, il doit s'organiser en vue d'exercer le pouvoir avec efficacité. Dans cette perspective, l'alliance harmonieuse de deux moyens s'impose. Il s'agit de la force et de la ruse. Il recommande alors à l'homme d'État la ruse du renard et la férocité du lion. Car pour N. Machiavel (1980, p.161), « qu'un prince fasse en sorte de vaincre et de maintenir l'État, les moyens seront toujours jugés honorables et loués d'un chacun (...) ».

Pourtant, dans l'environnement ou l'espace démocratique, de telles pratiques sont combattues fermement pour faire place à l'éclosion des normes éthiques, morales sociétales. Il est sans ignorer qu'en démocratie, ce sont des questions de droit, de justice et de liberté qui sont privilégiées. Dès lors se pose la question de la problématique de la gouvernance de l'État. Que valent les stratégies de gouvernance du pouvoir proposées par le secrétaire de la République de Florence dans un monde où les principes démocratiques sont valorisés ? Telle est la préoccupation centrale qui orientera notre réflexion. Pour mieux la disséquer, des interrogations supplémentaires se doivent d'être posées. La conquête et la conservation du pouvoir politique par la force et la ruse, recommandées par le florentin sont-elles conciliables avec les principes démocratiques ? Face aux exigences de la gouvernance démocratique et de la culture de la politique de la bonne gouvernance, les préceptes machiavéliens de la gestion du pouvoir d'État ne sont-ils pas inactuels ? L'objet de cette contribution vise à montrer qu'avec l'émergence de la gouvernance démocratique, les recettes philosophiques préconisées par Machiavel posent un réel problème. À travers une approche analytique, sociocritique et historique, il s'agira premièrement, pour nous d'expliquer les différentes stratégies que ce dernier recommande aux hommes politiques pour prendre le pouvoir et le pérenniser. Secondairement, nous démontrerons que de telles stratégies de la gestion du pouvoir politique s'opposent aux exigences éthiques de la bonne gouvernance.

1. Des stratégies pour prendre et conserver le pouvoir politique chez Machiavel

Les stratégies pour gérer efficacement le pouvoir politique selon Machiavel sont de deux ordres. Le prince ou l'homme politique doit faire recours à deux armes indispensables à savoir la force et la ruse. Soulignons que dans la perspective machiavélienne, ces deux moyens constituent le socle ou les piliers de la gestion efficace de tout État. Pour le Florentin, ils représentent la condition *sine qua non* non seulement pour prendre le pouvoir d'État mais aussi pour le conserver.

1.1. La force ou la figure du lion

« Quand le prince se trouve à la tête de ses armées et doit commander une multitude de soldats, il doit se soucier moins que jamais d'être traité de cruel ; car sans cette réputation, jamais personne n'a pu tenir ses troupes unies et prêtes à l'action », semble nous faire savoir (N. Machiavel, 1980, p.168). À partir de cette pensée, il convient de retenir que chez Machiavel, la violence est un moyen incontournable dans la gestion du pouvoir politique. En cela, rien ne pourrait être

fait de grand sans elle. Pour justifier l'usage de la force ou de la violence dans la gouvernance de l'Etat, il part d'un constat, d'une expérience personnelle sur le comportement de l'homme. Anthropologiquement, il estime que l'homme est de nature versatile, trompeuse. En un mot, c'est la nature foncièrement méchante de ce dernier qui pousse ou contraint le dirigeant politique à recourir à la force. Voici ce que N. Machiavel (1980, p. 161) en dit :

Ainsi que le démontrent tous ceux qui ont traité la politique et les nombreux exemples que fournit l'histoire, il est nécessaire à celui qui établit la forme d'un État et qui lui donne des lois, de supposer d'abord que les hommes sont méchants et disposés à faire usage de leur perversité toutes les fois qu'ils ont la libre occasion.

De ce fait, selon le florentin, il est du devoir du gouvernant de combattre cette nature soit par la force, soit par la loi. La première est l'apanage de la bête et la seconde, le propre de l'homme. Tout compte fait, la finalité est de conserver le pouvoir. Pour P. Manent (2007, p. 49), « c'est pour garder son propre pouvoir que le prince est condamné à susciter l'évènement, à produire du nouveau, à user de la violence ». Mais, pour le secrétaire de la République de Florence, le prince ou l'homme politique se doit de mettre un accent particulier sur la bête, c'est-à-dire la force, dans la mesure où l'homme n'est pas toujours animé par la bienveillance à l'égard de son semblable.

En ce sens, le prince n'est pas contraint d'être bon, sociable à l'encontre de ses concitoyens. Il doit être plutôt un homme sans pitié, ni foi et doit craindre la nature corrompue de la société qu'il gouverne parce qu'elle peut lui causer sa chute.

Selon N. Machiavel (1983, p. 92) :

Si les hommes étaient tous, gens de bien, son précepte, serait condamnable ; mais comme ce sont tous de tristes sires et qu'ils n'observeraient pas leurs propres promesses, nous n'avons pas non plus à observer les leurs. Et jamais un prince n'a manqué de raison légitime pour colorer son manque de foi.

Selon le Florentin, c'est la méchanceté et l'ingratitude des hommes qui contraint le gouvernant à être un « lion » pour effrayer et se faire craindre. Celui-ci doit appliquer la force, symbole du lion, tout en étant cruel et dissimulateur puisque pour lui, les hommes, généralement portent un verdict assez plus aux yeux qu'aux mains. « Tout le monde voit bien ce que tu sembles, mais peu ont le sentiment de ce que tu es ; et ce peu-là n'ose contredire à l'opinion du grand nombre », soutient (N. Machiavel, 1983, p. 14).

Le prince, si l'on analyse bien l'opinion du Florentin, doit se montrer politique plutôt qu'apolitique et doit considérer la force comme un pilier. Bien qu'elle soit un mal au même titre que la folie de grandeur, le secrétaire de la République de Florence conçoit que ce dernier doit la survie de son trône en partie à elle. C'est de toute évidence que les dirigeants politiques s'en servent pour faire respecter les normes sociales, en vue de réaliser le bonheur des citoyens. Il est par conséquent clair que la stabilité de l'État y compris la liberté de ses membres passent nécessairement par l'usage de la force. J. Anglade (1983, p. 266), disait :

« qui veut la fin veut les moyens ». En fait, Machiavel juge qu'en politique, il n'y a pas de sentiment et que le but de toute action politique nécessite les moyens, même les plus ignobles comme le crime, le meurtre. Ce qui compte, c'est la fin ou le résultat. « Si le fait l'accuse, le résultat l'excuse », s'exprimait ainsi (N. Machiavel, 1980, p. 91). Ce pragmatisme ou réalisme politique du Florentin exige absolument la prééminence de la force dans la gestion du pouvoir politique. En effet, pour une question d'efficacité optimale, la force apparaît aux yeux du Florentin comme l'épine dorsale de la gouvernance de l'État. « Celui qui s'empare d'une cité habituée à vivre libre et ne la détruit pas, peut s'attendre à être détruit par elle », formule (N. Machiavel, 2008, p. 25). Pour illustration, il prend l'exemple de C. Borgia qui était tenu pour violent, toutefois, grâce à l'emploi de la violence, il a pu asseoir une certaine stabilité dans sa cité. Par le canal de son armée, il a surmonté toutes les épreuves. Comme quoi, sans armée ou puissance militaire dans un État, il s'ensuit que le souverain ne soit pas en sécurité. C'est pourquoi, J. C. Zancarini (2001, pp. 25-33) disait : « la politique, c'est la guerre, la confrontation, le conflit, c'est un champ de bataille où s'affrontent des forces ». Avec Machiavel, nous découvrons ainsi le mécanisme de fonctionnement du pouvoir politique et le premier fondement de ce pouvoir d'État est bien évidemment la force. Rien ne vaut plus qu'elle parce qu'elle permet aux gouvernants de faire appliquer le droit et la justice quand cette dernière est impuissante à le faire. Pour le bonheur des hommes, qui ne songent qu'à faire la guerre à cause de leurs penchants égoïstes, vindicatifs, méchants, le gouvernement est obligé d'exercer la force sur le peuple. Cette vision de Machiavel semble être partagée par M. Weber (2012, p. 113) quand il soutient que « tout État est fondé sur la force ». Il admet que l'essence du pouvoir politique est la force ou la violence. Pour ce faire, l'instauration de l'ordre en son sein se résume absolument en elle. « Le prince doit être cruel si cela peut instaurer l'ordre et tenir ses sujets en union et en obéissance », stipule (N. Machiavel, 1983, p. 103). Il a un devoir de résultats qui l'oblige à ne pas faillir à sa mission qui consiste à conserver son pouvoir.

On retient que le contenu de la doctrine politique de Machiavel regorge assez de concepts à savoir la contrainte, la réprimande, la répression et souvent le meurtre ou l'exécution. Ces concepts mettent en lumière chez le Florentin la question de la raison d'État. C'est elle qui impose et autorise aux gouvernants à ne pas avoir de limite dans l'exécution de ses actes. Q. Skinner (2001, p. 58) a donc raison d'écrire cette pensée : « il faut être à faire n'importe quoi, déplaisant que ce soit, afin de maintenir son État ». Ce qui revient à dire qu'infliger des blessures corporelles, soumettre les hommes qui sont infidèles au gouvernant à la torture sont des actes louables. En réalité, il faut considérer le souverain machiavélien comme un homme se trouvant dans la caverne du « monde sensible ». Ce dernier, ne vient pas du « ciel intelligible » de Platon, ni de la « cité de Dieu » de Saint Augustin. Aussi, il n'est pas un messenger de Dieu qui demande à ses serviteurs de faire uniquement le bien au détriment du mal. Il ne porte ni la soutane, ni la croix. Au contraire, il semble être un apôtre de Sade. C'est en cela que M. Weber (2012, p.24) soutient : « la politique ne va pas sans combat, le combat sans violence et les moyens du combat ne sont pas toujours compatibles avec la loi du Christ ou la

simple moralité ». Au compte de la raison d'État, le gouvernant ou l'homme politique est condamné à porter le manteau du lion. Cependant, chez le Florentin, cela ne suffit aucunement pas. Car en dehors de prendre la posture du lion, le prince doit également porter le manteau du renard. D'où la nécessité de l'implication de la ruse dans la prise et la conservation du pouvoir d'État.

1.2. La ruse ou la posture du renard

« Il faut être renard pour connaître les rets et lion pour effrayer les loups. Ceux qui s'en tiennent simplement au lion n'y entendent rien », disait (N. Machiavel, 1980, p. 159). Cela signifie clairement que dans la prise et la conservation du pouvoir politique, la force à elle seule ne compte pas. Dans ces conditions, l'appel à une autre force, pour plus d'efficacité possible s'impose. C'est fort de cela que le Florentin invite le prince ou le gouvernant à imiter une autre bête qui n'incarne pas la force brute, mais qui se fait remarquer par son ingéniosité, sa malignité ou son habileté. Il s'agit sans aucun doute du renard. Par sa ruse, il arrive à détecter les pièges que lui tendent ses ennemis, et à les éviter. Par conséquent, le prince doit user de son comportement pour assurer ses arrières. « Celui qui a su mieux user du renard est arrivé à une meilleure fin », nous fait savoir (N. Machiavel, 1980, p. 160). Or pour être un bon renard, il faut comme le dit de même N. Machiavel (1980, p. 160) : « savoir bien colorer cette nature et être grand simulateur et dissimulateur (...) ». En tout état de cause, le Florentin recommande aux gouvernants de mentir, de tromper, d'user de démagogie pour espérer garder leur pouvoir. Fort de ce constat, P. Manent (2007, p.24) affirme : « la ruse est pour Machiavel la principale ressource de l'action politique ». Cela sous-entend que sans elle, comme ce fut le cas de la force, le prince ou le gouvernant est livré à lui-même. L'indispensabilité de la ruse est avérée en politique puisqu'elle rend invisible toute action préméditée. Elle apparaît comme un soutien indéfectible, voire inégalable à la force qui demeure, dans certaines circonstances impuissante et applicable à tout moment. P. Manent (2007, p. 25) écrit : « si la ruse est aux yeux de Machiavel la principale ressource de l'action politique, c'est parce qu'elle répond à l'essence de la situation politique ». Dans ce cas, l'essence de la situation politique dont parle Machiavel consiste à peindre la vertu du paraître, du faire croire, de l'hypocrisie et du mensonge. Machiavel érige ces comportements humains au rang de normes politiques. P. Manent (2007, p. 25), reprenant l'esprit de sa pensée sur ce point et stipule que : « la ruse ne doit pas être interprétée en termes de psychologie ni même de technique d'action. En elle se révèle l'originalité de la politique et de la philosophie machiavéliennes ».

Dans ce cas de figure, elle est nécessaire à quiconque veut d'une condition médiocre aboutir à une condition meilleure. Elle est moins à blâmer lorsqu'elle est bien menée à couvert. Elle est indispensable à celui qui veut s'emparer du pouvoir et surtout, lui est nécessaire pour contourner ou détourner les menaces qui pèsent sur lui. Pour P. Manent (2007, p. 26) « la ruse se révèle comme une forme de réplique à la nécessité ». En fait, dans l'exercice de son pouvoir, le prince ou le gouvernant est contraint de mentir par nécessité pour paraître un modèle. Il est évident que le domaine politique chez Machiavel ignore la « vérité objective ». À

contrario, ce qu'il a lieu de mettre en exergue, c'est la « vérité effective ». Autrement dit, en politique, selon lui, c'est le règne du soupçon qui doit prédominer. En lieu et place de toute autre réalité, ce qu'il convient d'appliquer est le réalisme qui recommande que le prince fasse recours à la ruse pour sécuriser son patrimoine. Ce réalisme machiavélien juge les faits et s'en tient aux résultats escomptés. Pour cela, les moyens sont à saluer peu importe leur nature. La justification que le Florentin émet est que la politique n'est pas le royaume de gens bien et bien-pensants.

À un prince, il n'est pas nécessaire d'avoir en fait toutes les susdites qualités, mais il est bien nécessaire de paraître les avoir. Et même, j'oserais dire ceci : que si on les a et qu'on les observe toujours elles sont dommageables ; et que si l'on paraît les avoir, elles sont utiles ; comme de paraître pitoyable, fidèle, humain, droit, religieux, et de l'être ; mais d'avoir l'esprit édifié de telle façon que, s'il faut ne point l'être, tu puisses et saches devenir le contraire, pensait ainsi (N. Machiavel, 1980, p. 160).

Le Florentin conseille aux gouvernants de compter essentiellement sur la force de la ruse. Avec elle, le prince est forcé de vivre dans le mensonge, la duperie ou la tromperie en justifiant toujours ses actes au compte de la sauvegarde de l'État. La meilleure manière de garder le peuple à son côté, c'est de ruser avec lui. C'est à juste titre que pour N. Machiavel (1989, p. 27) « le Prince enseigne avant tout à un prince comment tromper les hommes en leur donnant à voir une image qui les impressionne, les séduit et les attache afin qu'il en tire parti à des fins personnelles ». Il revient dans ce cas au prince de savoir ruser. Savoir ruser, c'est maîtriser tous les rouages du renard. Il est donc évident chez Machiavel que tout dirigeant politique qui aspire à la gloire ou à l'honneur doit être un véritable renard pour tromper. Car le pouvoir se consolide ou se pérennise avec la ruse au même titre que la force. Pour N. Machiavel (1996, p.11) « la ruse est bien le deuxième instrument capital du gouvernement. Elle est simulation de dissimulation, infidélité opportune à la parole donnée, au traité signé, flatterie et démagogie, manipulation des individus, des partis et des masses ». À dire vrai, elle a pour rôle essentiel de masquer les actes du dirigeant politique, à asseoir sa réputation. Par ricochet, s'il s'en prive dans sa gouvernance, il connaîtra ruine et déchéance.

Nous résumons succinctement que chez Machiavel, pour bien gouverner l'État, l'homme politique doit absolument s'investir en lion et en renard. En d'autres termes, il doit considérer la ruse et la force comme les pions les plus sûrs pour bien tenir son État. Utiliser donc ces deux armes ou moyens dans le jeu politique devient en tout état de cause une exigence ou du moins un impératif pour prendre le pouvoir et le conserver durablement. Toutefois, en hissant l'aspect politique sous cet angle, la politique de la gouvernance de l'État chez le Florentin devient problématique dans le contexte actuel où l'on fait la promotion des valeurs démocratiques. En optant pour recettes politiques, la force et la ruse, la science politique de Machiavel se heurte à l'éthique de la bonne gouvernance. La prochaine réflexion qui suivra mettra en confrontation les recettes politiques que propose ce dernier aux exigences éthiques de la bonne gouvernance.

2. Des recettes politiques de Machiavel face aux exigences éthiques de la bonne gouvernance.

Dans cette partie de notre travail, il sera question de mettre à nu quelques exigences éthiques de la bonne gouvernance, totalement opposées aux normes machiavéliennes dans la gestion de l'État. Enfin, nous terminerons nos propos en expliquant l'inactualité de l'espace politique machiavélien dans le contexte démocratique. Il s'agira de montrer que dans la gouvernance démocratique, la force et la ruse ne priment pas ou même sont totalement disqualifiées dans la gestion du pouvoir politique.

2.1. Des exigences éthiques de la bonne gouvernance.

La problématique de la bonne gouvernance est un sujet d'actualité qui anime l'environnement politique. Pour certains philosophes, bien gouverner l'État consiste à prendre en compte des valeurs sociales. C'est ainsi que dans la cité athénienne, Platon s'évertuait déjà à poser les bases de la bonne gestion du pouvoir. Pour lui, ceux qui prétendent diriger la cité doivent être des hommes vertueux. Par conséquent, des vertus cardinales telles que l'égalité, la transparence, qui sont les corollaires de la justice doivent triompher. « Celui qui fait l'éloge de la justice est dans le vrai, l'autre est dans l'erreur (...) », soutenait (Platon, 1995, p.433). Aux dires de ce dernier, l'homme d'État doit faire appel à la « sophia », c'est-à-dire la sagesse. Mais au-delà de celle-ci, il doit également faire preuve de « phronesis », la vertu intellectuelle qui permet à l'homme d'apprécier avec justesse des situations singulières. En clair, Platon recommande au gestionnaire de la cité la sagesse pratique. Cette dernière implique des dispositions morales qui sont la sincérité, la loyauté et la justice. Justement, pour C. D. N'dri (2013, p. 48) « il importe nécessairement au dirigeant politique de distinguer vertu et virtù. La virtù est un ensemble de qualités personnelles du prince. Elle s'oppose à la vertu qui est une disposition à faire uniquement du Bien ». De ce fait, la vertu, quant à elle est mise au service de la gouvernance de la cité ou de l'État. Elle permet au gouvernant d'être un homme accompli. C'est pourquoi Aristote (1987, p. 23) n'a pas tort de dire qu'« un homme, quand il est accompli, est le plus excellent des animaux, de même aussi séparé de la loi et de la justice, il est le pire de tous ».

Or, chez d'autres philosophes politiques par contre, c'est plutôt la virtù ou la force qui doit être au cœur de la gouvernance de l'État. Machiavel est de ceux qui partagent cette vision quand il admet qu'en politique ni la vertu, ni la morale ne doivent être au centre de la gestion du pouvoir. Percevoir l'exercice du pouvoir sous cet angle, irrite les moralistes qui réclament que les valeurs humaines soient respectées et préservées en politique. Pour un philosophe moraliste comme Kant, Machiavel a eu tort d'exclure la morale en politique dans la mesure où pour lui, cette dernière ne peut prétendre à avoir une ascendance à condition que la morale s'y implique. Tout simplement, elle doit servir de fil conducteur à la politique afin que les droits et libertés puissent être garantis. Pour E. Kant (1991, p. 110) « la vraie politique ne peut faire un pas sans avoir auparavant rendu hommage à la morale ». Dans ce cas de figure, l'homme d'État ou le gouvernant doit agir conformément aux normes éthiques et morales tout en considérant l'homme

comme une fin et jamais comme un moyen. Cette réflexion qu'il mène, il l'a traduit fidèlement dans les *Fondements de la métaphysique des mœurs* : « agis de telle sorte que tu traites l'humanité, aussi bien dans ta propre personne que dans la personne de tout autre, toujours en même temps comme une fin, jamais comme seulement comme un moyen », dit (E. Kant, 2000, p. 70).

Nous convenons que les exigences éthiques de la bonne gouvernance de l'État telles que analysées sont totalement antinomiques aux préceptes machiavéliens de la ruse et de la force. En réalité, ceux-ci ne sont en aucun cas des règles éthico-morales, à même de valoriser l'homme. C'est justement cette raison qui pousse (J. J. Chevallier (1970, p. 12) à affirmer : « Machiavel écarte, s'agissant de l'État, les impératifs de la morale courante, et proclame l'autonomie de la politique ». Dans cette nouvelle vision de la politique, la force est disqualifiée au même titre que la ruse, qui ne sont en réalité que des préceptes immoraux. Légitimer le meurtre ou le mal comme le fait enseigner le Florentin aux princes au nom d'un principe que l'on qualifie de raison d'État, relève de l'absurdité. C'est pourquoi, pour R. Aron (1993, p. 157) « la seule voie est de refuser l'absolu de la politique, de refuser des objectifs lorsqu'ils exigent des moyens trop terribles ». Cela augure bien la formule de Montesquieu que le même R. Aron (1993, p. 157) reprend en ces termes : « il ne faut point mener les hommes par les voies extrêmes ». Nous déduisons en tout état de cause que si les préceptes machiavéliens du gouvernant renard et lion foulent aux pieds les exigences éthiques de la bonne gouvernance, il est incontestable que la science politique de Machiavel est inactuelle. Nous voulons dire que dans le contexte actuel où la gouvernance démocratique est la plus souhaitée ou du moins la plus recherchée, la force et la ruse comme normes politiques deviennent problématiques. Donc, évoquer la question de l'inactualité de l'espace politique machiavélien s'avère opportun à notre sens.

2.2. De l'inactualité de l'espace politique machiavélien

Pour bien gouverner l'État, Machiavel opte pour un modèle de prince. Il s'agit du prince despote ou tyran. Il nous propose un régime totalitaire, où un seul individu doit conduire la destinée de l'État sans faire recours à l'avis du peuple. R. Aron (1965, P. 44) montre comment fonctionne un régime despotique : « dans un régime despotique une seule personne gouverne ; comme il possède un pouvoir absolu et n'est soumis à aucune règle, personne, en dehors de lui, n'est en sécurité ». Pourtant, dans le contexte actuel de la gestion du pouvoir politique, ni la tyrannie, ni le despotisme ne sont considérés comme des modèles de gouvernance. Nos sociétés actuelles, soucieuses de tendre vers une politique de bonne gouvernance de l'État réclament plutôt un régime politique qui donne plus de pouvoir au peuple. Ainsi, selon la typologie des régimes politiques, nos investigations démontrent que le régime politique capable d'être en phase avec les aspirations du peuple est bien évidemment la démocratie. Il est vrai qu'elle n'apparaît pas aux yeux de tous comme le régime politique idéal par excellence, toutefois, il convient de dire qu'elle semble être celle qui peut instaurer l'ordre et garantir la liberté. Platon (2016, p. 377) le disait : « le régime démocratique

contient tous les autres, de par ce fameux droit de tout faire. Et, il y a de fortes chances pour que celui qui veut fonder une cité, comme, c'est notre cas, doive forcément visiter la cité démocratique ». À en croire les propos de Platon, la démocratie, malgré ses imperfections est plus favorable à la liberté. C'est pourquoi Rousseau militait en faveur d'un régime qui allie gouvernance du pouvoir politique et nécessité de liberté. Selon J. J. Rousseau (2012, p. 17), « il n'y a d'institution légitime que celle qui assure la conservation et la liberté des membres du corps politique ». Convenons donc que le meilleur système politique est celui qui est garant de l'égalité entre les citoyens. C'est un système dans lequel la ruse et la force cessent d'être prises comme les seuls moyens adéquats pour régler les problèmes.

Le principe premier de la démocratie, c'est bien le respect des règles ou des lois prescrites par l'ensemble des citoyens. R. Aron (2006, p. 85) adhère à ce principe tout en soutenant :

L'essence de la démocratie occidentale, c'est la légalité dans la concurrence pour l'exercice du pouvoir, dans l'exercice du pouvoir. Une démocratie saine est celle où les citoyens ont le respect non pas seulement de la constitution qui fixe les modalités de la lutte politique, mais de toutes les lois qui, marquent le cadre dans lequel l'activité des individus se déploie.

L'État démocratique veille à l'application du droit pour que la justice règne. Cette justice qu'il instaure doit être à mesure de garantir la paix, la sécurité et la liberté des citoyens. C'est pourquoi, il est indispensable de faire renaître ou revivre les antiques dans lesquelles l'homme était totalement libre comme paraît nous dire R. Aron (2006, p. 98) :

Lorsque les Grecs parlaient de démocratie, le peuple exerçait effectivement la souveraineté. L'assemblée du peuple prenait nombre de décisions. Certes, des agents d'exécutions, des fonctionnaires commandaient en certaines circonstances politiques ou militaires, mais le détenteur de la souveraineté n'en était pas moins capable d'exercer celle-ci effectivement.

La démocratie peut rendre les citoyens libres parce qu'elle fonctionne avec les lois et la justice. Cependant, nous savons que là où il y a loi, il y a forcément liberté. C'est J. J. Rousseau (2012, p.47) qui nous enseignait cela en ces termes : « l'obéissance à la loi qu'on s'est prescrite est liberté ».

Si la démocratie a le privilège de garantir les droits et libertés des citoyens, c'est justement parce qu'en son sein prévaut l'État de droit. En effet, dans l'État de droit, le souverain a des devoirs envers ses concitoyens et ces derniers en retour en ont à son égard. Il est redevable à son peuple puisque le pouvoir qu'il dirige est l'émanation de celui-ci. Il doit exister à cet effet une parfaite collaboration entre les deux entités. Ce qui n'est pas le cas dans l'État machiavélien où le prince doit ruser en faisant semblant d'être au soin du peuple. C'est à titre que J. J. Chevallier (1970, p. 27) écrit : « protéger la société est la vraie clémence d'État ». Cela nous amène à dire que dans l'État démocratique, en principe, les droits de l'homme sont garantis comme le prétend E. Kant (1795, p. 329) « les droits de l'homme doivent être tenus pour sacrés, quelques grands sacrifices que cela puisse coûter au pouvoir

qui gouverne ». Pourquoi dans ce cas, faire appel aux préceptes machiavéliens comme la ruse et la force ? Dans une telle situation, il a lieu de mettre un terme à tout régime totalitaire ou despotique que nous propose certains penseurs comme Machiavel. C'est pour cette raison que pour S. Diakite (2001, p. 181), l'État de droit signifie la fin de « la tromperie, la falsification délibérée et le mensonge pure et simple employé comme moyens légitimes de parvenir à la réalisation des objectifs politiques ». Avec l'État de droit, existe une hiérarchie des normes dont l'organisation pyramidale produit une limitation des pouvoirs au regard du droit. C'est pour cette raison que C. D. N'dri (2013, p.181) affirmait : « l'État de droit vise une démocratie sans contrainte, sans violence, sans mensonge et démagogie. »

Conclusion

La réflexion ci-dessus a permis de comprendre une autre dimension de la politique totalement en contradiction avec celle que Machiavel nous recommande. En effet, avec le secrétaire de la République de Florence, il est clair que pour bien gouverner l'État, le prince ou le gouvernant doit se couvrir du manteau du lion et du renard. Autrement dit, pour une gestion efficace et réaliste du pouvoir d'État, il faut impérativement faire recours à la force et à la ruse. Cependant, nos sociétés actuelles en pleine mutation et surtout en quête de libertés et de droits, militent plutôt en faveur d'une gouvernance étatique dans laquelle les vertus de justice, d'équité, d'égalité et de transparence doivent être des paradigmes. L'appel à la démocratie comme le régime politique favorable à la question de la bonne gouvernance a été la piste de solution pour faire obstacle au régime politique totalitaire ou despotique. Pour instaurer une éthique de bonne gouvernance, la démocratie, par ses principes pourrait relever ce défi. Car dans son fonctionnement l'on peut espérer que naisse ce que nous appelons l'État de droit. C'est pourquoi à l'exception de la politique machiavélienne de la gestion du pouvoir par la force et la ruse, nous disons que l'éthique et la morale doivent intervenir pour que comme le dit Kant, les droits de l'homme soient valorisés. Cela exige la prise en compte de ces propos de R. Aron (1993, p.376) : « la politique idéale tendrait tout entière à l'éducation ».

Références bibliographiques

- ARISTOTE, 1989, *La politique*, Trad. Jean Tricot, Paris, Librairie philosophique Jean Vrin.
- ARON Raymond, 1993, *Machiavel et les tyrannies modernes*, Paris, Éditions de Fallois.
- ARON Raymond, 1965, *Démocratie et totalitarisme*, Paris, Éditions Gallimard.
- CHEVALLIER Jean Jacques, 1970, *Les grandes œuvres politiques de Machiavel à nos jours*, Paris, Librairie Armand Colin.
- KANT Emmanuel, 1991, *Essai philosophique sur la paix perpétuelle*, Trad. J. F Poirier et F. Proust, Paris Garnier Flammarion.
- KANT Emmanuel, 2000, *Fondements de la métaphysique des mœurs*, Trad. Ole Hansen-Love, Paris, Puf.

Toussaint Kouame N'GUESSAN / Le prince lion et renard chez Machiavel face aux défis des enjeux de la gouvernance démocratique / Revue *Échanges*, n°24, juin 2025

MACHIAVEL Nicolas, 1980, *Le Prince*, Trad. Yves Lévy, Paris Garnier Flammarion.

MACHIAVEL Nicolas, 1996, *Œuvres complètes*, Trad. Christian Bec, Paris, édition Laffont.

MANENT Pierre, 2007, *Naissances de la politique moderne*, Paris, tel Gallimard.

N'DRI Diby Cyrille, 2013, *La face cachée de Machiavel*, Abidjan, les Éditions Balafons.

PLATON, 1995, *La République*, Trad. Jacques Gazeaux, Paris, LGF.

ROUSSEAU Jean Jacques, 2012, *Du contrat social*, Paris, Garnier Flammarion.

SKINNER Quentin, 2001, *Machiavel*, Trad. Michel Plon, Paris Seuil.

WEBER Max, 2012, *Le Savant et le Politique*, Trad. Catherine Colliot-Thélène, Paris UGE.

ZANCARINI Jean Claude, 2001, *Les humeurs du corps politique : Le peuple et la plèbe chez Machiavel*, Laboratoire Italien, Politique et société, Ens, Éditions.